

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1929-1930	N° 257		Zittingsjaar 1929-1930
PROJET DE LOI, N° 219	SÉANCE du 23 Mai 1930	VERGADERING van 23 Mei 1930	WETSONTWERP, N° 219

PROJET DE LOI

contenant le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1930.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION ⁽¹⁾,
PAR M. **BRUTSAERT**.

**I. — BUDGET ORDINAIRE DU CONGO BELGE
POUR L'EXERCICE 1930.**

MADAME, MESSIEURS,

La Commission des Colonies, enregistre avec satisfaction l'heureuse modification de forme apportée au projet de Budget ordinaire du Congo belge pour 1930.

Ce Budget se présente encore sous la forme d'un Budget global unique, et non sous celle de budgets provinciaux présentés conjointement avec le Budget du Gouvernement Général comme l'auraient souhaité quelques notabilités coloniales. Les motifs en sont donnés par l'Exposé des motifs, mais toutefois nous n'en sommes plus au Budget global unique si confus et parfois si compliqué de jadis.

Les divers chapitres des dépenses correspondent

⁽¹⁾ La Commission était composée de M. Tibbaut, président;

1° Les membres de la Commission des Colonies : MM. Branquart, Briart, Brutsaert, Carton, Carton de Wiart, Catteeuw, de Béthune, Fesler, Hermans, Hubin, Joris, Koelman, Mathieu (J.), Pepin, Piérard, Renkin, Rubbens, Sap, Van Doorne, Van Hoeylandt et Van Wallegghem;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Ozeray, Soudan, Delannoy, Merget, Poncelet et Jennissen.

WETSONTWERP

houdende de Begrooting der Gewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1930.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽¹⁾, UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **BRUTSAERT**.

**I. — GEWONE BEGROOTING VAN BELGISCH CONGO
VOOR HET DIENSTJAAR 1930.**

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Commissie voor de Koloniën stelt met genoegen de heilzame wijziging vast in den vorm van het ontwerp van gewone Begrooting van Belgische Congo voor 1930.

Weliswaar wordt deze Begrooting nog voorgesteld onder den vorm van een enkele globale Begrooting, en niet onder den vorm van provinciale begrootingen te gelijk voorgesteld met de Begrooting van het Gouvernement-generaal, zooals sommige vooraanstaande personen op koloniaal gebied het hadden gewenscht. In de Memorie van Toelichting worden de redenen daarvan aangegeven; maar niettemin staan wij niet meer tegenover de soms zoo ingewikkelde globale Begrooting van vroeger.

Thans beantwoordt elk der hoofdstukken aan een

⁽¹⁾ De Commissie bestond uit : de heer Tibbaut, voorzitter;

2° De leden van de Commissie voor de Koloniën : de heeren Branquart, Briart, Brutsaert, Carton, Carton de Wiart, Catteeuw, de Béthune, Fesler, Hermans, Hubin, Joris, Koelman, Mathieu (J.), Pepin, Piérard, Renkin, Rubbens, Sap, Van Doorne, Van Hoeylandt en Van Wallegghem.

2° De leden door de afdelingen aangeduid : de heeren Ozeray, Soudan, Delannoy, Merget, Poncelet en Jennissen.

chacun à des services distincts fonctionnant dans la Colonie.

Le premier énumère les crédits affectés au service fonctionnant en Europe fr. 27,668,125

soit 4 % 4 %

et les charges obligatoires de la Dette publique 122,197,234

soit 17.69 % 17.69 %

Le second expose les prévisions de dépenses d'administration générale en Afrique, y compris celles de la Force publique 227,364,183

soit 32.94 % 32.94 %

Le troisième traite des dépenses pour les œuvres sociales et humanitaires 124,727,085

soit 18.08 % 18.08 %

Le quatrième énumère les crédits prévus pour les dépenses d'ordre économique 188,426,494

soit 27.29 % 27.29 %

Total fr. 690,383,121, soit 100 %

Les recettes ont été également réparties en quatre chapitres, suivant qu'il s'agit d'impositions et taxes fr. 499,690,000

de recettes domaniales 8,530,000

de recettes judiciaires et de recettes des services administratifs 75,160,000

ou enfin des revenus du portefeuille de la Colonie et du produit de différentes régies 107,430,000

Total. . . fr. 690,810,000

Ce tableau récapitulatif permet de se rendre compte instantanément de l'ensemble des ressources et des dépenses de la Colonie; en outre, un tableau précédant les développements du Budget, permet de se rendre également compte de la répartition des crédits et dépenses par branche d'administration et par province.

Le Budget a donc gagné en clarté et celui qui veut l'analyser peut aisément se retrouver dans les chiffres qui y sont indiqués.

*
**

Il n'est point possible d'exposer dans un rapport hâtif toutes les questions soulevées au sein de la Commission des Colonies.

La question de la main-d'œuvre indigène, si grave et si palpitante, celle du travail forcé qui lui est si intimement liée, et la répercussion de ces deux problèmes sur la situation démographique du Congo, sollicitent notre plus vive attention.

Ces questions firent l'objet d'une interpellation récente à la Chambre, à la suite de la publication de la brochure : *Le Congo en 1928*. La Conférence internationale du Travail réunie à Genève a inscrit à son ordre du jour la question du travail forcé dans les Colonies.

der onderscheidene diensten welke in de koloniën werken.

Het eerste hoofdstuk vermeldt de credieten voor den dienst in Europa fr. 27,668,125

hetzij 4 t. h. 4 t. h.

alsmede de lasten van de Openbare Schuld 122,197,234

hetzij 17.69 t. h. 17.69 t. h.

Het tweede hoofdstuk vermeldt de geraamde uitgaven van algemeene bestuurskosten in Afrika, met inbegrip van die der Openbare Macht 227,364,183

hetzij 32.94 t. h. 32.94 t. h.

Het derde hoofdstuk handelt over de sociale en menschlievende werken 124,727,085

hetzij 18.08 t. h. 18.08 t. h.

Het vierde hoofdstuk vermeldt de credieten voorzien voor de uitgaven van economischen aard 188,426,494

hetzij 27.29 t. h. 27.29 t. h.

Totaal fr. 690,383,121, hetzij 100 t. h.

Ook de ontvangsten werden in vier hoofdstukken verdeeld, naar gelang er sprake is :

van belastingen en taxes. fr. 499,690,000

van domaniale ontvangsten 8,530,000

van ontvangsten van rechterlijken en van bestuurlijken aard 75,160,000

of ten slotte van inkomsten van de portefeuille der Kolonie en van de opbrengst der regies 107,430,000

Totaal. . . fr. 690,810,000

Uit deze samenvattende tabel kunnen wij ons dadelijk rekenschap geven van al de inkomsten en uitgaven der Kolonie; bovendien kan men, naar eene tabel die de toelichting der Begrooting voorafgaat, insgelijks de verdeling der credieten en uitgaven nagaan per bestuursafdeeling en per provincie.

De Begrooting heeft er bij gewonnen aan klaarheid, en wie ze wil ontleden kan zonder bezwaar in de cijfers te recht komen.

*
**

Het is niet mogelijk in een bondig verslag al de vraagstukken welke in de Commissie der Koloniën werden naar voren gebracht, uiteen te zetten.

Het zoo gewichtige vraagstuk der inlandsche werklieden, het daarmede in verband staande vraagstuk van den gedwongen arbeid, de weerslag daarvan op den demographischen toestand van Congo, zijn quaestiën die onze hoogste aandacht vergen.

Onlangs werd daarover in de Kamer geïnterpelleerd naar aanleiding van het toen verschenen boek « *Le Congo en 1928* ». De Internationale Arbeidsconferentie, te Geneve vergaderd, heeft insgelijks het vraagstuk van den gedwongen arbeid in de Koloniën op hare dagorde geschreven.

Le développement de l'élevage, ainsi que celui des cultures indigènes tant vivrières qu'industrielles présente également une importance que l'on ne peut négliger et que le Ministre des Colonies lui-même a souligné lors de la discussion des Budgets coloniaux en 1929.

La situation géographique de notre Colonie exige pour son développement que la plus vive attention soit apportée à la question des transports. Il faut créer des routes et des chemins de fer. C'est là une nécessité économique et politique, ainsi que le proclamait le Gouverneur Général Lippens : « Une Colonie sans routes et sans chemins de fer, c'est un coffre-fort bourré de richesses dont on n'aurait pas la clef ».

La question des transports ne doit pas seulement être envisagée du point de vue économique, car on ne peut oublier que le rail et la route en transportant sur wagons ou sur camions de lourdes charges, permettent d'éviter ainsi la corvée du portage si pénible pour les populations.

La situation du service territorial n'a pas échappé à l'attention de la Commission. Elle a estimé qu'il convenait de maintenir et de relever le prestige et l'autorité des fonctionnaires, tant à l'égard des Européens que des indigènes.

La Commission a souligné la nécessité de procéder à un recrutement judicieux des fonctionnaires. Les avantages que leur offre le Gouvernement doivent réussir à engager des éléments de valeur qui rempliront plus tard avec compétence et autorité les hautes fonctions auxquelles ils pourraient être appelés.

La question de l'arrogance et de l'indiscipline des noirs, que d'aucuns présentent sous un aspect inquiétant, a retenu l'attention de la Commission. Si certains membres prétendent que cette discipline est due à la protection trop paternelle de la magistrature à l'égard des noirs, d'autres membres, au contraire, partagent l'avis émis par le Premier Ministre dans son discours des 21 et 27 février 1929 que la situation constatée est due, en majeure partie, à un manque de tenue et de réserve de certains Européens vis-à-vis des indigènes.

La Commission regrette que le statut des agents et fonctionnaires de l'État, depuis si longtemps en préparation, ne soit pas encore définitivement arrêté. Elle a enregistré avec satisfaction la promesse du Ministre qu'une solution interviendra à bref délai.

La Commission a passé successivement en revue divers problèmes, notamment celui de la distribution d'eau dans les centres importants, le déplacement des cités indigènes dans les grands centres: problème hygiénique, mais avant tout problème social et politique dans un pays de colonisation.

A ce sujet, dans une conférence à l'*African Society*, le général Lyautey, parlant du Maroc, s'exprimait en ces termes : « Population laborieuse des campagnes,

De uitbreiding van den veekweek, alsmede van de inlandsche teelten voor de voeding en de nijverheid heeft een niet te onderschatten belang waarop de Minister van Koloniën zelf tijdens de bespreking der koloniale Begroting in 1929 heeft gewezen.

De geografische ligging van onze Kolonie eischt, voor hare ontwikkeling, dat er ernstige aandacht geschonken wordt aan het vervoer. Wegen en spoorwegen moeten aangelegd worden. Het is eene economische en politieke noodwendigheid, zooals Gouverneur generaal Lippens het verklaarde : « Eene kolonie zonder wegen en zonder spoorwegen is een brandkast opgepropt met schatten, waarvan men geen sleutel zou bezitten ».

Het vraagstuk van het vervoer moet niet alleen overwogen worden van economisch standpunt uit, want men mag niet vergeten dat het spoor en de weg, wanneer zij op spoorwagens of vrachtwagens zware lasten vervoeren, toelaten de dragers af te schaffen, eene karwei die voor de inboorlingen zoo pijnlijk is.

De toestand van den territorialen dienst is niet ontsnapt aan de aandacht van de Commissie. Zij heeft geoordeeld dat het prestige en het gezag van de ambtenaren dienden gehandhaafd en versterkt te worden zoowel ten aanzien van de Europeanen als ten aanzien van de inboorlingen.

De Commissie heeft op de noodzakelijkheid gewezen eene verstandige aanwerving van de ambtenaren te doen. De voordeelen die de Regeering hun biedt moeten zoodanig zijn dat eerste-rangs krachten worden aangeworven, die later met bevoegdheid en gezag de hooge ambten, waartoe zij kunnen geroepen worden, zullen vervullen.

De quaestie van de aanmatiging en de bandeloosheid der zwarten, door sommigen als onrustbarend voorgesteld, is aan uwe Commissie niet ontgaan. Indien zekere leden beweren dat deze bandeloosheid toe te schrijven is aan de al te vaderlijke bescherming van de magistratuur ten aanzien van de negers, deelen andere leden daarentegen de meening van den Eersten Minister, uiteengezet in zijn redevoeringen van 21 en 27 Februari 1929, dat de aangeklaagde toestand grotendeels te wijten is aan een gebrek aan waardigheid en fatsoen van zekere Europeanen tegenover de inboorlingen.

De Commissie betreurt dat het statuut van de beambten en ambtenaren van den Staat, dat zoo lang in voorbereiding is, nog niet definitief is opgemaakt. Met voldoening heeft zij kennis genomen van de belofte van den Minister dat binnen kort eene oplossing zal getroffen worden.

De Commissie heeft achtereenvolgens verschillende vraagstukken overwogen, namelijk dit van de watervoorziening in de belangrijke centra, het overbrengen van de inlandsche dorpgemeenschappen naar de groote centra : een hygiënisch vraagstuk, maar vooral een sociaal en politiek vraagstuk in een kolonialisatiegebied. Daarover zegde generaal Lyautey, in eene conferentie voor de « *African Society* », waar hij handelde over Marocco, het volgende : « De werkzame

bourgeoisie, commerçants, cultivateurs, aristocratie élégante et raffinée, j'ai retrouvé là des éléments de cette hiérarchie sociale que je regarde comme la condition essentielle de la solide structure et de la bonne santé d'une société ».

Cette hiérarchie sociale en miniature existe encore dans les villages de la brousse, mais plus dans les centres extra-contumiers. C'est à nous d'en créer une nouvelle par l'accession à la propriété immobilière et foncière. Le déplacement des cités indigènes nous en donne l'occasion.

Un membre demande que les comptes exacts de la Colonie, depuis 1912, fussent communiqués à la Commission. Il désire aussi avoir quelques éclaircissements sur l'article 26 du Budget : « Garanties de paiement des intérêts et de l'amortissement d'actions et d'obligations des sociétés coloniales en conformité avec les conventions existantes (*Crédit non limitatif*) ».

Notamment, quelles charges ces garanties vont-elles entraîner pour les Budgets futurs ?

Un autre membre de la Commission a insisté aux fins de faire inscrire au Budget un crédit destiné à permettre aux membres du Parlement qui en formuleraient le désir, la possibilité de faire un voyage d'études au Congo. Ce même membre a insisté vivement en faveur de l'envoi au Congo d'une Commission d'enquête parlementaire, demande déjà formulée par M. Vandervelde dans sa récente interpellation.

La décentralisation administrative actuellement à l'étude a fait l'objet d'un échange de vues, et la Commission a manifesté ses préférences en faveur d'une décentralisation poussée aussi loin que possible.

**

Deux questions essentielles ont retenu particulièrement l'attention de la Commission, ce sont celle de la crise commerciale et économique, et celle de l'hygiène au Congo.

Les entreprises coloniales traversent une période critique, qu'avec un certain optimisme on peut appeler une crise de croissance. La surproduction mondiale joue ici, comme ailleurs, son rôle; elle entraîne une baisse du prix des produits agricoles, de cueillette et de transformation, baisse qui malheureusement coïncide avec une augmentation du prix de revient due à la hausse des salaires.

Voici à cet égard quelques chiffres significatifs : Depuis une quinzaine de mois le prix des palmistes a passé de 3,300 à 2,300 francs la tonne; le prix de l'huile de palme de 5,000 à 4,300 francs; le prix du caoutchouc de 10 à 6 francs le kilogramme; le prix du café de 15 à 8 francs; les arachides ont baissé de 50 %.

A ces causes primordiales qui constituent la rupture de l'équilibre nécessaire entre la production et la consommation, s'ajoutent d'autres facteurs d'ordre essentiellement local :

a) L'estimation exagérée des possibilités d'absorb-

bevolking van te lande, burgerij, handelaars, landbouwers, verfijnde en elegante aristocratie, ik heb daar de elementen teruggevonden van de maatschappelijke hiërarchie die ik als de onmisbare voorwaarden beschouw voor de stevige structuur en den gezonden toestand van eene maatschappij ». Deze sociale hiërarchie in miniatuur bestaat nog in de dorpen van de brousse, maar niet meer in de nieuw opgerichte centra. Aan ons hoort de taak er eene nieuwe te vormen, door de onroerende eigendom en de grondeigendom in hun bezit te stellen. Het verplaatsen der inlandsche gemeenschappen geeft ons daartoe de gelegenheid.

Een lid heeft gevraagd dat de juiste rekeningen van de Kolonie, van af 1912, aan de Commissie zouden medegedeeld worden. Hij vroeg ook eenige ophelderingen over artikel 26 van de Begroting : « Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdelgeling van aandeelen en schuldbrieven van koloniale vennootschappen in overeenstemming met de bestaande overeenkomsten (*onbegrensd crediet*) ».

Welke lasten zullen namelijk deze waarborgen voor de toekomstige Begrotingen medebrengen ?

Een ander lid van de Commissie heeft er op aangedrongen dat in de Begroting een crediet zou ingeschreven worden om aan de Parlementsleden toe te laten op hun verlangen een studiereis naar Congo te ondernemen. Dit zelfde lid vroeg nadrukkelijk dat het Parlement eene Commissie van onderzoek naar Congo zou zenden, wat reeds door den heer Vandervelde in zijn laatste interpellatie werd gevraagd.

Over de thans in onderzoek zijnde bestuurlijke decentralisatie werd van gedachten gewisseld, en de Commissie heeft haar voorkeur uitgesproken voor eene zoo ver mogelijk doorgevoerde decentralisatie.

**

Twee essentiële vraagstukken hebben vooral de Commissie onledig gehouden, dit van de economische en commerciële crisis, en dit van de hygiëne in Congo.

De koloniale ondernemingen ondergaan een kritiek tijdperk, dat men met een zweem van optimisme kan noemen eene groei-crisis. De algemene overproductie speelt hier, zooals elders, haar rol; zij brengt eene prijsvermindering mede van de landbouwproducten, van het plukken en het omzetten, vermindering die fataal samenvalt met eene verhooging van den kostenden prijs, te wijten aan de loonsverhoging.

Ziehier te dien aanzien eenige veelzeggende cijfers. Sedert een vijftiental maanden is de prijs van de palmpitten gedaald van 3,300 frank op 2,300 frank de ton; de prijs van de palmolie van 5,000 frank op 4,300 frank; de prijs van de rubber van 10 frank op 6 frank het kilogr.; de prijs van de Kivu-koffie van 15 frank op 8 frank het kilogr.; de aardnoten zijn met 50 t. h. gedaald.

Bij deze hoofdzakelijke oorzaken, die het noodzakelijke evenwicht tusschen de productie en het verbruik verbreken, komen nog andere factoren van uitsluitend plaatselijken aard :

a) De overdreven schatting van de afzetmogelijk-

tion des marchés congolais, estimation qui a provoqué le stockage excessif des marchandises;

b) Les facilités de crédit accordées sans garanties suffisantes, engendrant la multiplication des firmes et la concurrence effrénée qu'elles se firent entre elles;

c) Les immobilisations trop fortes de capitaux improductifs et le luxe souvent exagéré dans les dépenses de la vie coloniale.

Dans l'échaffaudage des vastes espérances au Congo, il y a une erreur fondamentale : on ne peut oublier que notre Colonie, vieille à peine d'un demi-siècle n'a pas encore achevé la période de premier établissement. En dehors des mines et des produits vivriers de consommation indigène, le restant de la production, ne peut être exagéré. Elle ne peut donner actuellement aux capitaux investis les revenus que certains avaient espéré, que d'autres peut-être avaient fait miroiter, avant d'avoir passé cette période de premier établissement.

La crise des entreprises coloniales pose pour le Gouvernement de la Colonie différents problèmes d'ordre social et fiscal. Leur solution est de nature à provoquer des conséquences budgétaires considérables. En effet, si des entreprises en difficulté ne peuvent plus faire face aux charges qu'elles avaient acceptées en escomptant une grande prospérité boursière, le Gouvernement ne peut laisser tomber à rien ces obligations et se doit de les reprendre lui-même pour le bien des indigènes.

Pendant cette période de crise les charges incombent davantage à l'État et celui-ci aura à faire face aux besoins que réclame l'état hygiénique et médical des populations.

Mais il ne suffit pas pour rendre aux entreprises coloniales leur vitalité et leur essor que l'État les décharge en partie de certaines obligations, il importe que ces sociétés produisent plus et à moins de frais. Produire plus! difficulté du problème car les effectifs de la main-d'œuvre ne peuvent dépasser les pourcentages déterminés par la Commission consultative. Ces pourcentages sont fixés de la manière suivante :

Pour le travail au loin 5 % des hommes valides; pour le travail à moins de deux jours de marche de leur village où l'indigène garde le contact avec le milieu familial, 5 %; pour des travaux à exécuter sur place 15 %.

Si ces pourcentages ont été dépassés dans certaines régions, dans d'autres au contraire ils n'ont pas été atteints.

Cependant, la Commission estime qu'il n'est pas possible sans compromettre la vitalité et le développement des populations indigènes, d'augmenter davantage l'effectif des travailleurs.

heden op de Congoleesche markten, die aanleiding gaf tot het ophoopen van te veel koopwaren;

b) Het te gemakkelijk verleend crediet zonder voldoende waarborgen, wat tot den aangroei van de firma's en de mateelooze onderlinge concurrentie aanleiding gaf;

c) De al te aanzienlijke immobilisaties van onproductieve kapitalen en de vaak overdreven luxe in de uitgaven van het koloniaal leven.

In de grootsche verwachtingen die men op de Kolonie bouwde is er een fundamenteele fout : men mag niet vergeten dat onze kolonie, pas een halve eeuw oud, hare periode van eerste inrichting nog niet voorbij is. Buiten de mijnen en de voedingsproducten voor inlandsch verbruik, mag het overige van de koloniale productie niet overdreven worden. Zij kan op dit oogenblik aan de belegde kapitalen niet de inkomens verzekeren die sommigen daarvan verwacht hadden, die anderen hun misschien hadden voorgespiegeld, tenzij nadat deze periode van eerste inrichting achter den rug is.

De crisis in de koloniale ondernemingen stelt aan de Regeering der Kolonie verschillende vraagstukken van sociaal en fiscaal aard. De oplossing er van kan belangrijke gevolgen voor de Begroting hebben. Inderdaad, indien sommige bedrijven moeilijkheden ondervinden en het hoofd niet meer kunnen bieden aan de lasten die zij op zich hadden genomen, in de verwachting van gunstige beursvoorwaarden, dan kan de Regeering deze obligaties niet naar den dieperik laten gaan en moet zij deze zelf overnemen in het belang van de inboorlingen.

Gedurende dezen crisistijd zullen de lasten des te zwaarder drukken op den Staat en deze zal zich moeten bezighouden met de hygiënische en medische behoeften van de bevolking.

Het is evenwel niet voldoende dat de Staat deze koloniale ondernemingen gedeeltelijk ontlast van sommige verplichtingen om haar toe te laten levenskracht en bloei terug te vinden; het is noodig dat deze vennootschappen meer produceeren en met minder kosten. Meer produceeren! Het vraagstuk is moeilijk, want het getal arbeiders mag het percentage, door de raadgevende Commissie vastgesteld, niet overschrijden. Dit percentage is vastgesteld als volgt :

Voor den arbeid, ver van hun woning, 5 t. h. van de werkkragtige mannen; voor het werk, te verrichten op minder dan twee dagen gaans van hun woning waar de inboorling in aanraking blijft met zijn familie, 5 t. h.; voor het werk, ter plaatse te verrichten, 15 t. h.

Werd dit percentage in sommige streken overschreden, in andere werd het, integendeel, niet bereikt.

De Commissie is nochtans van gevoelen dat het niet mogelijk is het effectief der arbeiders te vermeerderen, zonder de levenskracht en de ontwikkeling van de inlandsche bevolking in gevaar te brengen.

Produire à moins de frais! Nouvelle difficulté du problème, car on ne peut songer à réduire les salaires et, d'ailleurs si ceux-ci sont montés au niveau actuel, la cause en grande partie en est moins à la dévalorisation du franc qu'à la concurrence entre les trop nombreuses firmes qui se disputent les travailleurs à coups d'argent, au lieu de se les attacher par des avantages en nature : habillement, couchage, alimentation plus riche et plus variée.

La solution du problème a paru à la Commission pouvoir se trouver dans une meilleure préparation de la main-d'œuvre. Il faut enseigner aux noirs à se servir des instruments de travail, il faut leur apprendre à organiser leur travail, et de cette façon la qualité de la main-d'œuvre compensera la quantité déficitaire. Bien plus, les entreprises pourront plus facilement rémunérer la qualité que la quantité. Les écoles professionnelles ont en cette matière un rôle de tout premier plan à remplir.

La Commission loue le Gouvernement d'avoir donné satisfaction, dans la mesure où il l'a fait, aux vœux émis par l'« Association des Intérêts coloniaux », et d'avoir consenti soit des réductions, soit la suppression de certains impôts ou taxes.

Cependant, la Commission ne peut cacher ses appréhensions. Ces dégrèvements peuvent mettre en péril l'équilibre budgétaire. Or, précisément dans l'Exposé des motifs, le Ministre s'exprime ainsi : « Le maintien de l'équilibre du Budget est la règle financière à laquelle le Gouvernement reste attaché ».

La Commission constate d'une part l'augmentation des dépenses provoquées par les charges sociales que l'État assume; d'autre part, la diminution des recettes découlant de dégrèvements et de suppression d'impôts et de taxes.

Un décret récent exonère des droits de sortie pendant deux ans les produits végétaux et les huiles de palme du Congo à partir du 31 mars 1930. En tenant compte des prix actuels des produits, les droits supprimés représentent environ 12 millions. Dans les exportations totales du Congo qui pour 1928 atteignaient 1,297,867,439 francs les produits exonérés ainsi de la taxe représentent plus de 33% des exportations de la Colonie.

De nouvelles diminutions de recettes doivent encore être escomptées par la diminution des exportations, par les moins-values dans les prix de vente et location des terres, et par les dépenses qu'entraîneront la croisade sanitaire et l'organisation du crédit agricole.

Il est manifeste que toutes ces réformes dictées par les dures nécessités de l'heure présente entraîneront des perturbations profondes dans les prévisions budgétaires établies sous l'ancien régime.

Met minder kosten produceeren is ook moeilijk; men kan er niet aan denken de loonen te verminderen en, trouwens, het huidig peil der loonen is veel minder toe teschrijven aan de devalorisatie van den frank dan aan de mededinging tusschen de al te talrijke firma's die werklieden aan elkander trachten te ontnemen door verhooging van de loonen in plaats van ze bij zich te houden door middel van voordeelen in natura : kleeding, betere slaapgelegenheid, rijker en meer gevarieerd voedsel.

Volgens de Commissie blijkt de oplossing te liggen in een betere voorbereiding van de arbeiders. Men moet aan de inboorlingen leeren de werktuigen te gebruiken, en hun werk in te richten. Derwijze zal de hoedanigheid van de werkkraft het tekort aan quantiteit vergoeden. Meer nog : de ondernemingen zullen gemakkelijker de qualiteit dan de quantiteit kunnen betalen. De beroepsscholen hebben, op dit gebied, een taak van allereerst belang te vervullen.

De Commissie keurt het goed dat de Regeering voldoening gegeven heeft aan de wenschen uitgebracht door de « Association des Intérêts Coloniaux » en er in toestemde sommige belastingen te verminderen of af te schaffen.

Nochtans moet de Commissie uiting geven aan zekere vrees. Deze ontlastingen kunnen het evenwicht der Begrooting in gevaar brengen. De Minister zegt echter, in de Memorie van Toelichting : « Het in stand houden van het Begrootingsevenwicht is de financieele regel dien de Regeering wil blijven in acht nemen ».

De Commissie stelt eenzijdig vast de verhooging van de uitgaven ten gevolge van de sociale lasten die de Staat op zich neemt en, anderzijds, de vermindering van de ontvangsten voortvloeiende uit ontlastingen en afschaffing van sommige belastingen en taxes.

Een decreet, onlangs uitgevaardigd, stelt van uitvoerrechten vrij gedurende twee jaar, de plantaardige producten en de palmolie van Congo, van af 31 Maart 1930. Houdt men rekening met de huidige prijzen der producten, dan vertegenwoordigen de afgeschaftte rechten ongeveer 12 miljoen. In den gezamenlijken uitvoer van Congo die, voor 1928, 1,297,867,439 frank beliep, vertegenwoordigen de aldus van de taxe vrijgestelde producten meer dan 33 t. h. van den uitvoer der kolonie.

Er moet nog een nieuwe vermindering van ontvangsten verwacht worden door de vermindering van den uitvoer, door de daling van de verkoop- en huurprijzen der gronden en door de uitgaven voor gezondheidsmaatregelen en het inrichten van het landbouwcrediet.

Het is klaarblijkend, dat al deze hervormingen voorgeschreven door de harde noodwendigheden van het oogenblik de begrootingsramingen onder het vroeger regiem opgemaakt niet weinig zullen verstoren.

Comment réaliser ces réformes sans l'intervention de la Mère-patrie?

La Belgique est le seul pays qui fait peser sur sa Colonie ses dépenses de souveraineté. Son concours s'est monté au total à 31,850,000 francs-or. N'oublions pas que le Congo, en quarante-deux années, a produit pour environ 9 milliards de francs de produits de nature les plus diverses. Il est bon de le rappeler.

« Pas de production sans hommes, pas d'hommes sans action sociale, pas d'action sociale sans finances, pas de finances sans production. Et voilà fermé le cercle vicieux. Comment le briser? Comment en sortir? A lui seul le Congo n'y réussira jamais. »

Voici l'appréciation peut-être trop absolue de M. P. Ryckmans.

*
**

La Commission attire sur la question de l'hygiène l'attention du Ministre. Elle a enregistré avec satisfaction le don de 50 millions que la Belgique vient de faire au Fonds spécial d'assistance médicale indigène, mais elle estime que cette aide n'est pas suffisante et que la Mère-patrie devrait prendre à sa charge les dépenses de pure souveraineté de sa Colonie.

L'avenir de notre Colonie repose en ordre principal sur la collaboration que notre population indigène peut apporter à notre action. Ceci serait déjà une raison suffisante pour justifier les soins et l'aide que nous apportons à cette population, mais la Belgique a assumé en Afrique une mission qu'elle entend remplir, non pas dans un but d'intérêt seulement, mais dans un but de large humanité.

Avant tout la Commission estime qu'il faut protéger la santé du noir, parce que victime et de son ignorance en hygiène et de superstitions de toutes natures, il est incapable de se soigner.

Le Gouvernement s'est rendu compte que le salut n'est pas dans les prescriptions de multiples ordonnances, quelque savantes qu'elles soient, il a estimé qu'il fallait entreprendre dans la Colonie une action méthodique et de grande envergure, destinée à extirper à la source les maladies et les fléaux qui atteignent et exterminent la population.

C'est, guidé par cette conviction, que le Ministre des Colonies a proposé au Sénat, un crédit de 100 millions pour organiser ce qu'on a très opportunément intitulé « Les croisades sanitaires ».

En outre, le Gouvernement a estimé que l'action de ses médecins dans la Colonie, devait être intensifiée, et c'est pourquoi il a sollicité du Parlement les crédits nécessaires pour transformer l'École de Médecine tropicale, et donner aux médecins coloniaux qui y suivront les cours l'occasion d'exercer dans les conditions les plus favorables leur science, leur talent et leur dévouement.

Comme le disait un Ministre des Colonies, dans un

Hoe kunnen deze hervormingen zonder de tuschenkomst van het moederland doorgevoerd worden?

België is het eenig land, dat op zijn Kolonie den last legt van zijn soevereiniteitsuitgaven. Haar medewerking is, in haar geheel, tot 31,850,000 goudfrank gestegen. Laten we niet vergeten, dat Congo, in twee en veertig jaren, voor nagenoeg 9 milliard frank producten van den meest verscheiden aard opgeleverd heeft. Daaraan mag wel eens herinnerd worden :

« Geen productie zonder mensen, geen mensen zonder sociale actie, geen sociale actie zonder geld, geen geld zonder productie. En zoo valt men weer in dezelfde moeilijkheid. Hoe daaraan ontkomen? Hoe eruit geraken? Congo alleen zal dit nooit vermogen. »

Zoo luidt de wellicht al te volstrekte meening van den heer P. Ryckmans.

*
**

De Commissie vestigt de aandacht van den Minister op de quaestie van de Volksgezondheid. Met voldoening heeft zij gezien, dat België zoo pas een gift van 50 millioen geschonken heeft aan het Bijzonder Fonds voor geneeskundige hulp aan inboorlingen, maar zij is van meening dat deze bijstand niet volstaat en dat het moederland al de uitgaven van zuivere soevereiniteit zijner Kolonie op zich zou moeten nemen.

De toekomst onzer Kolonie berust hoofdzakelijk op de medewerking welke de inlandsche bevolking aan onze actie verleen kan. Dit zou reeds volstaan om de hulp en den bijstand te rechtvaardigen welke wij aan deze bevolking verleen, maar België heeft in Afrika een taak op zich genomen, welke zij voornemens is te vervullen niet uitsluitend om wille van een voordeel maar met menschievende oogmerken.

Boven alles is de Commissie van meening, dat de gezondheid van den neger moet beschermd worden omdat hij, slachtoffer van zijn onwetendheid op hygiënisch gebied en van bijgeloof van allen aard, niet in staat is zich zelf te verzorgen.

De Regeering heeft ingezien dat het heil niet te vinden is in het uitvaardigen van veelvuldige verordeningen, hoe geleerd deze mochten zijn, maar zij was van meening, dat in de Kolonie op groote schaal een methodische actie moest gevoerd worden ten einde de ziekten en de kwalen, waardoor de bevolking aangetast en uitgeroeid wordt, in den kiem uit te roeien.

In deze overtuiging heeft de Minister van Koloniën aan den Senaat een crediet van 100 millioen voorgesteld met het doel, zooals men zeer passend genoemd heeft : « Sanitaire kruistochten » op touw te zetten.

Bovendien was de Regeering van meening, dat de werking van zijn geneesheeren in de Kolonie moest uitgebreid worden, met het oog hierop heeft zij aan het Parlement de noodige credieten gevraagd om de koloniale geneesheeren, die er lessen zullen volgen, in de gelegenheid te stellen hun wetenschap, hun talent en hun toewijding in de meest gunstige voorwaarden te kunnen ontplooien.

Zooals een Minister van Koloniën het in een verslag

rapport au Roi : « C'est de la science que les populations indigènes pour lesquelles nous avons charge d'âmes, attendent une protection contre leurs maux séculaires ». Nulle part plus qu'au Congo, ravagé par la maladie du sommeil, la malaria, le pian, la lèpre, la syphilis, cette protection n'est plus nécessaire ni plus urgente.

Au point de vue de la conservation de la race qui est la première richesse du Congo, s'occuper uniquement de l'hygiène des travailleurs c'est faire œuvre incomplète sinon vaine. Le travailleur sort du milieu indigène et y rentre à la fin de son terme, généralement au bout d'un an. Pour être efficace la lutte contre les grandes épidémies et les endémies doit toucher le village même, le réservoir de toutes les maladies. C'est surtout vers la brousse que doit se porter l'effort médical, celui-ci étant actuellement suffisamment développé dans les centres.

Il n'est point besoin de dire que pour cette vaste mission médicale itinérante, il faudra disposer non seulement de capitaux considérables, mais surtout d'un nombreux personnel médical. Toutes les activités médicales existant à la Colonie, missions, croix-rouge, sociétés, placées sous une direction unique bénévolement acceptée pour le bien général, devront prêter leur concours au service médical du Gouvernement.

La Colonie dispose actuellement d'environ 150 médecins, les institutions non officielles de 125 environ. Ce nombre devra être considérablement augmenté. Il est à espérer qu'on ne fera plus en vain appel au dévouement, à l'esprit de sacrifice de la jeunesse médicale belge, d'autant plus qu'en ces derniers temps la situation morale et matérielle des médecins au Congo a été considérablement améliorée.

La Commission espère que les mesures inscrites à l'article 49 de la nouvelle législation militaire auront un effet heureux sur le recrutement du personnel médical. Les jeunes médecins militaires peuvent être affectés immédiatement soit à un hôpital pour noirs, où ils exercent les fonctions d'assistants soit à un laboratoire, d'après les études spéciales qu'ils auraient faites, soit à une mission itinérante. Sortant de l'université, ces jeunes éléments auront ainsi l'occasion de mener une vie large, indépendante, aux nouveaux horizons, et de recevoir ainsi une formation des plus complètes.

Voici une note que le Département des Colonies a adressée à toutes les Universités :

Avis aux miliciens médecins.

« Suivant l'article 49 de la nouvelle loi sur la milice, la Colonie du Congo belge offre aux miliciens médecins qui se rendent au Congo pendant la durée de leurs obligations de service actif dans l'armée métropolitaine, les avantages suivants :

» 1° Le voyage gratuit en première classe à l'aller et au retour;

aan den Koning zegde : « Het is van de wetenschap, dat de inlandsche bevolking, voor dewelke wij te zorgen hebben, bescherming tegen hun eeuwenoude kwalen verwacht ». Nergens meer dan in Congo dat geleiderd wordt door slaapziekte, moeraskoorts, pian, melaatschheid, syphilis, is deze bescherming noodiger en dringender.

Onder opzicht van het behoud van het ras, dat de voornaamste rijkdom van Congo is, ware het slechts half en ijdel werk zich alleen om de gezondheid van de arbeiders te bekommeren. De werkende neger komt uit een inlandsch midden en na afloop van zijn termijn, over 't algemeen na een jaar, keert hij er weer terug. Om doelmatig te zijn moet de bestrijding van de groote besmettelijke en endemische ziekten in het dorp zelf, vergaarbak van al de ziekten, gebeuren. Nu de geneeskundige hulp voor 't oogenblik in de centra volstaat moet zij over de brousse uitgebreid worden.

Het is overbodig te zeggen, dat voor deze grootsch opgevalte rondreizende geneeskundige missie niet enkel aanzienlijke kapitalen, maar vooral geneeskundig personeel, noodig zullen zijn. Al wat thans op geneeskundig gebied in de Kolonie werkzaam is, missies, roodekruis afdelingen, vereenigingen, geplaatst onder één leiding, waaronder zij zich met het oog op het algemeen welzijn gaarne zouden scharen, zal den geneeskundigen dienst der Regeering bijspringen.

De Kolonie beschikt thans over ongeveer 150 dokters, de niet-officieele inrichtingen over 125. Dit aantal zal aanmerkelijk moeten verhoogd worden. Laten wij hopen, dat er niet te vergeefs beroep zal gedaan worden op de toewijding, de offervaardigheid van de geneeskundige Belgische jeugd, vooral omdat den laatsten tijd de zedelijke en stoffelijke toestand der dokters in Congo veel verbeterd werd.

De Commissie koestert de hoop, dat de maatregelen, ingeschreven in artikel 49 van de nieuwe militaire wetgeving een heilzamen weerslag op de aanwerving van geneeskundig personeel zullen hebben. De jonge militaire dokters kunnen onmiddellijk te werk gesteld worden hetzij in een ziekenhuis voor negers, als assistenten, hetzij in een laboratorium, volgens de bijzondere studiën, welke zij mochten gedaan hebben, hetzij bij een rondreizende missie. Komende uit de universiteit, zullen deze jonge elementen aldus de gelegenheid hebben een onbezorgd onafhankelijk leven te leiden, met nieuwe horizonten, en aldus een nimmer volledige vorming opdoen.

Trouwens, ziehier een nota, welke het Departement van Koloniën aan al de universiteiten gericht heeft :

Bericht aan de miliciens-dokters.

« Volgens artikel 49 van de nieuwe militiewet, biedt de Kolonie aan de miliciens-dokters, die zich gedurende hun actieven dienst bij het leger in het moederland naar Congo begeven, de volgende voordeelen aan :

» 1° Kostelooze reis in eerste klasse heen en terug;

» 2° Durant leur séjour au Congo, une allocation de 5,000 francs par mois.

» A l'expiration de leur terme de service actif, les miliciens médecins pourront, à leur choix, ou bien rentrer en Belgique ou bien souscrire un engagement, soit au service de la Colonie, soit au service d'une mission nationale ou autre œuvre philanthropique, soit même au service d'une entreprise privée.

» S'ils s'engagent au service de la Colonie ou d'une mission nationale, ils jouiront rétroactivement des avantages pécuniaires dont ils auraient bénéficié d'emblée, si l'engagement avait été contracté lors du départ pour l'Afrique. Aux miliciens médecins qui s'engagent au service de la Colonie, le droit à la pension sera également acquis avec rétroactivité.

» Il est aussi loisible aux miliciens médecins de s'engager au service de la Colonie ou au service d'une mission nationale ou autre œuvre philanthropique à leur départ pour le Congo ou au Congo même, avant l'expiration de leur terme de service actif.

» Pour bénéficier du nouveau régime, les miliciens médecins devront avoir suivi avec fruit les cours de l'École de Médecine tropicale, au Parc Duden, à Forest-les-Bruxelles (1).

» Parallèlement aux cours de médecine tropicale, les miliciens médecins recevront une préparation militaire en vue de leur nomination dans le cadre des officiers de réserve du service de santé de la Force publique.

» Les miliciens médecins qui désirent se prévaloir de l'article 49 de la loi sur la milice, doivent adresser une requête avec copie de leur diplôme au Commandant du bureau de recrutement. »

La généralisation de l'assistance médicale ne pourra se faire avec le seul concours du corps médical européen. Il faudra faire appel aux indigènes, pour des raisons budgétaires d'abord, mais aussi parce que la sagesse politique exige que les autochtones collaborent à l'évolution de leur pays dans tous les domaines, et avant tout dans le domaine médical : il faut venir en aide aux indigènes par les indigènes. Dès lors, le cadre existant des auxiliaires noirs du service de l'hygiène devra se développer au fur et à mesure que s'intensifie l'activité médicale. Alors que dans les Colonies françaises et britanniques — qui ont un long passé, il est vrai — existent déjà des écoles de médecine pour indigènes, nous nous sommes bornés jusqu'ici au Congo à la formation d'infirmiers et d'assistants médicaux indigènes. Il importe d'envisager résolument et dès à présent l'éventualité de l'éducation intellectuelle morale et

» 2° Gedurende hun verblijf in Congo een toelage van 5,000 frank in de maand.

» Na afloop van hun actieven diensttermijn staat het de miliciens-dokters vrij ofwel naar België terug te keeren, ofwel een verbintenis aangaan, hetzij in den dienst van de Kolonie, hetzij bij een nationale missie of een ander menschlievend werk, hetzij zelfs bij een particuliere onderneming.

» Indien zij in dienst treden van de Kolonie of van een nationale missie, zullen zij met terugwerkende kracht de geldelijke voordeelen genieten, welke zij anders dadelijk zouden genieten hebben, ware hun dienstcontract geteekend geweest bij hun vertrek naar Afrika. Aan de miliciens-dokters, die in dienst van de Kolonie treden zal ook het pensioen met terugwerkende kracht verleend worden.

» De miliciens-dokters zullen eveneens in dienst van de Kolonie of van een nationale missie of van een ander menschlievend werk mogen treden bij het vertrek naar Congo of in Congo zelf, vóór het verstrijken van hun actieven diensttermijn.

» Om van het nieuw regime te kunnen genieten, zullen de miliciens-dokters met vrucht de leergangen van de School voor Tropische geneeskunde in het Dudenpark, te Vorst-bij-Brussel moeten gevolgd hebben (1).

» Gelijktijdig met de leergangen in tropische geneeskunde zullen de miliciens-dokters een militaire voorbereiding krijgen met het oog op hun benoeming in het kader van de reserve-officieren van den gezondheidsdienst van de Openbare Weermacht.

» De miliciens-dokters, die artikel 49 van de militiewet wenschen in te roepen moeten een verzoekschrift met kopij van hun diploma indienen bij den Bevelhebber van het Wervingsbureau. »

De algemeene doorvoering van de geneeskundige hulp is evenwel niet mogelijk alleen met de medewerking van het Europeesch geneeskundig korps. Men zal beroep moeten doen op de inboorlingen, niet alleen met het oog op de kosten, maar ook omdat het politieke wijsheid is de inlanders te laten medewerken aan de ontwikkeling van hun land op alle gebied, niet het minst op geneeskundig gebied : de inboorlingen moeten door de inboorlingen zelf geholpen worden. Het bestaand kader van de zwarte hulpkrachten van den gezondheidsdienst zal moeten uitgebreid worden naarmate de geneeskundige bedrijvigheid toeneemt. Als wij zien, dat in de Fransche en Britsche koloniën — die, het moet gezegd, een lang verleden hebben, — reeds geneeskundige scholen voor inboorlingen bestaan, dan hebben wij het in Congo nog niet verder gebracht dan tot het vormen van inlandsche ziekenverplegers en geneeskundige assistenten. Van

(1) Il y a deux sessions de cours par an d'une durée d'environ 4 mois chacune. La première session débute le 15 octobre; la seconde, le 15 mars.

Les élèves ont droit à une indemnité de fréquentation des cours qui est de 40 francs par jour.

(1) Er zijn twee reeksen leergangen 's jaars, van ongeveer elk 4 maand. De eerste reeks begint op 15 October; de tweede, op 15 Maart.

De leerlingen hebben voor het bijwonen der leergangen recht op een vergoeding, welke 40 frank per dag belooft.

technique des médecins auxiliaires congolais. Il nous semble que cette formation doit se faire sur place afin d'éviter les difficultés qui naîtraient peut-être du séjour en Europe de ces éléments.

Les missions catholiques sont délibérément entrées dans la voie de la formation de prêtres indigènes. Elles affirment par là que l'indigène peut être éduqué moralement et intellectuellement en vue de remplir des charges qui supposent l'esprit de devoir et de dévouement poussé jusqu'à la plus complète abnégation de soi-même.

Pourquoi pas des médecins indigènes? En procédant par étapes, dont la première est la création d'une école centrale unique d'assistants médicaux indigènes, pour arriver à la création de l'école supérieure de médecine.

Ici encore, les missions pourraient intervenir très heureusement en mettant à notre disposition leurs meilleurs sujets, qui ont fait des études moyennes mais n'ont pas la vocation de la prêtrise. Il en est certainement parmi eux qui ont l'ambition légitime de collaborer à l'assistance médicale autrement qu'en servant dans le cadre subalterne des infirmiers.

*
**

L'organisation psychiatrique au Congo ne doit pas rester dans l'oubli. Les réactions mentales des indigènes relèvent surtout de l'absorption d'un toxique : le haschisch, de la malaria, de la maladie du sommeil. Là aussi il y a des débiles mentaux, des psychoses aiguës et des délires chroniques et le D^r Walravens, médecin du laboratoire de l'État à Elisabethville, vient de signaler des cas de paralysie générale au Katanga. N'exagérons pas cependant le nombre des cas mentaux. On sait que la fréquence des maladies mentales s'accroît proportionnellement au degré de culture et de civilisation du pays et celles des nègres du Congo sont encore rudimentaires. Mais les facteurs sociaux joueront là-bas dans l'étiologie des maladies mentales le rôle qu'ils ont joué dans l'histoire de la race nègre d'Amérique. Avant leur émancipation les nègres astreints à un travail souvent très rude mais placés en dehors de la lutte pour l'existence, tranquilles et insoucians et soumis à la discipline sévère des chefs, étaient à peu près exempts de troubles mentaux. La folie était presque inconnue chez eux. Depuis leur émancipation qui leur a donné non seulement des droits, mais aussi les charges d'hommes libres, qui leur a permis de s'abandonner sans frein à tous les excès, l'aliénation mentale s'est implantée dans leur race et à ce point de vue ils n'ont aujourd'hui plus rien à envier à leurs anciens maîtres (Rogues de Fursac). La folie au Congo sera aussi un des fruits amers de notre civilisation. Notre devoir est de mettre tout en œuvre pour la prévenir. La lutte contre l'alcoolisme des indigènes dans les grands

stonden aan moet dan ook gedacht worden aan de mogelijkheid van de verstandelijke, zedelijke en technische opleiding van Congoleesche hulpdokters. Wij zijn van meening, dat deze vorming ter plaatse moet gebeuren om de bezwaren te voorkomen waartoe een verblijf van deze elementen in Europa wellicht aanleiding zouden kunnen geven.

De katholieke missiën zijn vrijmoedig de baan ingetreden om inlandsche priesters te vormen. Daardoor willen zij beduiden dat de inboorling zedelijker en verstandelijkerwijs kan opgeleid worden zelfs tot ambten die gewetensplicht en toewijding tot zelfverloochening eischen.

En waarom zou men bij de inboorlingen ook geen geneesheeren vormen? Men zou kunnen beginnen met eene centrale school voor inlandsche medische assistenten op te richten om alzoo te komen tot de Hoogere School van Geneeskunde.

Hier ook zouden de missiën op voordeelige wijze kunnen tusschenkomen met hunne beste leerlingen die middelbare studiën hebben uitgemaakt en de priesterroeping niet hebben, tot onze beschikking te stellen. Onder hen zijn er ongetwijfeld die de rechtmatige ambitie koesteren om anders dan als verpleger mede te werken aan de geneeskundige hulp.

*
**

De psychiatrische inrichting in Congo mag niet uit het oog worden verloren. De reactie op de hersens van den inboorling geschiedt vooral door de opslorping van een zeker vergift, de haschisch dat de malaria en de slaapziekte veroorzaakt. Daar ook treft men zwakzinnigen aan, acute zielsziekten en chronische geestverwarring, en D^r Walravens, geneesheer in het Staatslaboratorium te Elisabethstad, heeft nog onlangs gewezen op gevallen van algemeene verlamming in Katanga. Wij moeten nochtans het getal gevallen van geestesziekten niet overdrijven. Men weet dat het getal geestesziekten stijgt in verhouding tot den graad van cultuur en beschaving en deze zijn nog in hun eerste stadium bij de negers in Congo. Edoch! de sociale factoren zullen in de etiologie der geestesziekten ook daar de rol spelen, welke zij in de geschiedenis van het negerras in Amerika hebben vervuld. Vóór hunne ontvoogding waren de negers weliswaar aan een niet zelden zeer zwaren arbeid gebonden, doch staande buiten den strijd om het bestaan, leefden zij eerder onbekommerd, gebogen onder de strenge tucht der hoofden, en bleven aldus vrij van geestesziekten. De waanzin was bij hen schier onbekend. Sedert de ontvoogding hun niet alléén rechten, maar ook de lasten van vrije mannen heeft bezorgd, waardoor zij zich ongebonden aan alle buitensporigheden kunnen overleveren, heeft ook de waanzin bij hen zijn intrek genomen, zoodat zij in dit opzicht heden ten dage niets meer aan hun vroegere meesters moeten benijden (de Fursac). De waanzin zal ook in Congo een der bittere vruchten van onze beschaving

centres et la syphilis en pleine expansion dans toute la Colonie, s'impose au premier chef.

Le Budget ordinaire du Congo et du Ruanda-Urundi pour 1930 ainsi que les Budgets extraordinaires ont été approuvés.

Le Rapporteur,
D^r BRUTSAERT.

Le Président,
Émile TIBBAUT.

II. — BUDGET ORDINAIRE DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1930.

Le Budget ordinaire du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1930, se présente en léger boni.

Les dépenses s'élèvent à fr.	36,440,985
Les recettes sont évaluées à	36,686,985
Soit un excédent des recettes sur les dépenses de fr.	246,000

En comparant les chiffres budgétaires de 1930 avec ceux de 1929, on constate une augmentation très importante des recettes que compense d'ailleurs une augmentation à peu près parallèle des dépenses. Cette augmentation est de l'ordre de 14,500,000 francs.

Si l'on tient compte que le projet de loi allouant des crédits supplémentaires aux Budgets coloniaux de 1929, qui vient d'être déposé au Sénat, comporte des suppléments de crédits au Budget du Ruanda-Urundi de 1929, pour un montant de 12,875,024 francs, l'augmentation des dépenses du Budget de 1930 peut être ramenée à 1,501,673 francs.

Toutefois, il convient d'ajouter que la majeure partie des crédits supplémentaires de 1929 a été nécessitée par un cas de force majeure : la famine.

Tel qu'il se présente, le Budget du Ruanda-Urundi atteste que le plan d'action pour 1930 s'inspire à la fois du désir de doter le territoire sous mandat des services nécessaires, et de la volonté de veiller au bien-être des populations.

Depuis 1929, le personnel européen a été sérieusement renforcé. L'effectif de ce personnel passe de 140 à 146 unités.

Le Service de l'Hygiène dispose de 17 médecins et de 13 agents sanitaires, progrès considérable si l'on songe qu'avant notre occupation, le service médical était inexistant dans le territoire.

Les programmes futurs devront évidemment développer encore l'assistance médicale indigène, mais ce développement ne peut être que progressif.

wezen. Het is dus onze plicht alles in het werk te stellen om dit te voorkomen. In de eerste plaats moeten wij den strijd aanbinden tegen het alcoholisme bij de negers in de groote centra, en tegen de syphilis die de gansche Kolonie teistert.

De gewone Begroting voor 1930 van Congo en Ruanda-Urundi alsmede de buitengewone Begrootingen werden goedgekeurd.

De Verslaggever,
D^r BRUTSAERT.

De Voorzitter,
Émile TIBBAUT.

II. — GEWONE BEGROTING VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL VAN RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1930.

De gewone Begroting van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1930 sluit met een gering boni.

De uitgaven beloopt fr.	36,440,985
De ontvangsten worden geraamd op	36,686,985
Hetzij een overschot van de ontvangsten ten beloope van fr.	246,000

Wanneer men de cijfers van de Begroting van 1930 met deze van 1929 vergelijkt, stelt men een zeer aanzienlijke verhooging vast van de ontvangsten waartegenover, trouwens, een bijna gelijklopende verhooging van de uitgaven staat. Deze verhooging bedraagt 14,500,000 frank.

Als men in aanmerking neemt, dat op het wetsontwerp waarbij aanvullende credieten op de koloniale Begrootingen van 1929 verleend worden, dat zoo pas bij den Senaat ingediend werd, ook aanvullende credieten op de Begroting van Ruanda-Urundi voor 1929 voorzien worden, voor een bedrag van 12,875,024 frank, dan kan de verhooging van de uitgaven van de Begroting van 1930 op 1,580,673 frank teruggebracht worden.

Er moet, evenwel, bijgevoegd worden, dat de aanvullende credieten voor 1929 grootendeels voortspruiten uit een geval van overmacht : de hongersnood.

Uit de Begroting van Ruanda-Urundi, zooals zij er thans uitziet, valt dadelijk op, dat het werkplan voor 1930 berust én op het verlangen het mandaatgebie met de noodige diensten, te begiffigen, én op het voornemen het welzijn der bevolking ter harte te nemen.

Sedert 1929 werd het Europeesch personeel aanzienlijk versterkt. De getalsterkte van dit personeel is van 140 tot 146 gestegen.

De gezondheidsdienst heeft thans de beschikking over 17 dokters en 13 sanitaire agenten. Dit is een aanzienlijke vooruitgang, wanneer men bedenkt, dat er, vóór onze bezetting, geen spoor van geneeskundigen dienst in het gebied was.

Op de toekomstige programma's zal de inlandsche geneeskundige hulp natuurlijk moeten uitgebreid worden. Deze uitbreiding kan echter slechts geleidelijk geschieden.

Il conviendra d'intensifier le rendement des écoles d'assistants médicaux indigènes qui ne paraissent pas avoir donné suffisamment de résultats.

L'équilibre budgétaire a pu être maintenu malgré l'augmentation des dépenses, et sans qu'aucun impôt nouveau n'ait été créé. Seul l'impôt indigène a été relevé dans des proportions modérées, et le Gouvernement a souligné qu'il avait tenu compte, dans ce relèvement, des ressources normales que l'indigène peut se procurer sans devoir se livrer à des travaux supplémentaires.

Votre Commission a constaté avec satisfaction que cet équilibre budgétaire n'est pas un expédient, et n'est pas réalisé au détriment de l'extension normale des services d'un pays nouveau en période de croissance.

Ainsi qu'il est dit dans l'Exposé des motifs du Budget, le Ruanda-Urundi passe à un nouveau stade de son évolution.

C'est le moment, semble-t-il, où la Belgique pourrait aider un territoire en pleine période de transformation.

Cette aide financière éventuelle de la Métropole a été préconisée déjà par la Commission des Colonies du Sénat, à propos du Budget de 1930, et votre Commission ne peut que se rallier à ces vues.

Elle a l'honneur de vous proposer l'approbation du Budget ordinaire du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1930.

Le Rapporteur,
D^r BRUTSAERT.

Le Président,
Émile TIBBAUT.

Men zal ook het rendement moeten vermeerderen van de scholen voor inlandsche geneeskundige assistenten welke niet schijnen opgeleverd te hebben wat men ervan verwachtte.

Men heeft het begrootingsevenwicht kunnen handhaven ondanks de verhooging van uitgaven en zonder dat eenige nieuwe belasting noodig gebleken is. Alleen de inlandsche belasting werd lichtelijk verhoogd. De Regeering heeft er op gewezen, dat zij bij deze verhooging rekening gehouden heeft met de normale inkomsten, welke de inlander zich verschaffen kan zonder daartoe aanvullend werk te moeten verrichten.

Met voldoening heeft uwe Commissie gezien, dat dit begrootingsevenwicht geen noodmiddel is en niet verkregen werd ten koste van de normale uitbreiding van de diensten van een nieuw land, dat zich in volen groei bevindt.

Zooals in de Memorie van Toelichting van de Begrooting gezegd wordt, maakt Ruanda-Urundi een nieuw stadium van zijn ontwikkeling door.

Dit is, naar ieder meent, het oogenblik waarop België een streek, welke zich in volle ontwikkelingsperiode bevindt ter hulp zal kunnen komen.

Deze eventuele financiële hulp van het moederland werd reeds in verband met de Begrooting van 1930 door de Commissie van Koloniën van den Senaat aanprezen. Uwe Commissie kan er zich slechts bij aansluiten.

Zij heeft de eer U de goedkeuring voor te stellen van de gewone Begrooting van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1930.

De Verslaggever,
D^r BRUTSAERT.

De Voorzitter,
Émile TIBBAUT.

ANNEXE

Questions posées par la Commission spéciale des Colonies, dans sa séance du 6 mai, et réponses du Ministre.

Première question.

Quel est le programme du Gouvernement concernant la campagne sanitaire qu'il a décidée et de quelle façon compte-t-il employer les 100 millions inscrits à cet effet au Budget?

Réponse. — Le Gouvernement s'est rendu compte qu'à la Colonie les centres étaient relativement bien desservis par le service médical, mais qu'il n'en était pas toujours de même des chefferies indigènes.

Actuellement de nombreux et louables efforts sont effectués pour combattre les maladies épidémiques et endémiques chez les indigènes non travailleurs; toutefois, l'action entreprise manque d'ampleur et d'unité. Il a paru nécessaire, spécialement depuis ces dernières années où le problème de la main-d'œuvre a mis plus que jamais à l'ordre du jour la question de la mortalité et de la natalité parmi les populations indigènes de l'intérieur, d'étendre l'action médicale au plus grand nombre possible de villages et de chefferies afin de combattre les endémies principales qui déciment nos populations. Diminuer la mortalité, augmenter la natalité. N'est-ce pas là attaquer à la base le problème de la main-d'œuvre?

L'exécution d'un pareil programme est une œuvre gigantesque qui demandera des capitaux considérables et un effectif non encore atteint dans aucune Colonie africaine, de personnel médical. Il exige d'associer à l'action du service médical du Gouvernement toutes les activités médicales existant à la Colonie : missions, œuvres de bienfaisance, particuliers, sociétés, et de les embrigader sous une direction unique, bénévolement acceptée pour le bien général.

Le Gouvernement a proposé au Parlement la création d'un fonds spécial parmi les populations indigènes. A cet effet, 100 millions ont été inscrits au Budget extraordinaire de 1930. D'autres apports seront nécessaires encore pour augmenter les revenus du Fond. Celui-ci, géré par un organisme particulier, doté de la personification civile pourra recevoir des dons.

BIJLAGE

Vragen gesteld door de Bijzondere Commissie van Koloniën, in haar vergadering van 6 Mei, met de antwoorden van den Minister.

Eerste vraag.

Welk is het programma der Regeering in zake het werk voor de volksgezondheid, waartoe zij beslist heeft, en op welke wijze meent zij de 100 miljoen, met dat doel op de Begrooting uitgetrokken, te benutten?

Antwoord. — Het is aan de Regeering niet ontgaan, dat in de kolonie de geneeskundige dienst in de centra vrij goed ingericht was, maar dat zulks niet steeds het geval was met de inlandsche hoofdijen.

Voor het oogenblik worden talrijke en loffelijke gedingen gedaan om bij de niet aangeworven inboorlingen de besmettelijke en endemische ziekten te bestrijden. De werking is echter niet grootsch genoeg opgezet en te veel versnipperd. Vooral sedert deze laatste jaren, dat met het arbeidersvraagstuk meer dan ooit dit van het vraagstuk van het sterfteen het geboortecijfer van de inlandsche bevolking uit het binnenland op den voorgrond getreden is, is het noodig gebleken de geneeskundige hulpverlening tot een zoo groot aantal mogelijk dorpen en hoofdijen uit te breiden ten einde de voornaamste endemische ziekten, waardoor deze bevolking geteisterd wordt, te bestrijden. Het sterftecijfer doen dalen, het geboortecijfer doen stijgen. Is dit niet het arbeidersvraagstuk bij het rechte einde aanpakken?

Met de uitvoering van dergelijk programma — een reuzentaak — zullen aanzienlijke kapitalen gemoeid zijn en er zal zulk een aantal geneeskundige helpers voor noodig zijn als men nog nooit in eenige Afrikaansche kolonie gezien heeft. Zoo zal alles wat op geneeskundig gebied in de Kolonie werkzaam is: missies, liefdadigheidswerken, particulieren, maatschappijen, zich bij de actie van den geneeskundigen dienst der Regeering moeten aansluiten en zich, met het oog op het algemeen welzijn goedschiks onder één leiding moeten scharen.

De Regeering heeft aan het Parlement de stichting van een bijzonder fonds voorgesteld onder de inlandsche bevolking. Te dien einde werden 100 miljoen uitgetrokken op de Buitengewone Begrooting van 1930. Er zullen echter nog andere bijdragen noodig zijn om de inkomsten van het fonds te verhoogen. Dit fonds, door een particulier organisme bestuurd en met rechtspersoonlijkheid begiftigd, zal giften mogen aanvaarden.

Un programme d'ensemble a déjà été étudié, mais devant l'impossibilité d'entreprendre dès à présent la campagne médicale dans toute son ampleur, un programme réduit a été élaboré, constituant la première étape de l'œuvre immense à accomplir.

Ce programme comporte l'envoi de missions spéciales complètement outillées, chargées de séjourner sur place le temps nécessaire pour aboutir à l'assainissement des régions du Bas-Congo et du Kasai, du Ruanda-Urundi, du Kivu et du Lac Albert.

Deuxième question.

Quelle est la politique gouvernementale à l'égard du Comité national du Kivu?

Réponse. — Le C. N. Ki apparaît comme une entreprise à caractère général. Les souscripteurs se sont inquiétés des charges qui leur sont imposées et des recettes qui pendant longtemps seront assez réduites et ne pourront compenser les dépenses.

Le Gouvernement est déjà intervenu pour mieux adapter la situation aux ressources et pour alléger les charges pesant sur le C. N. Ki :

1° En matière de routes. Le Gouvernement en stricte interprétation des termes du décret a pris à sa charge la construction des grandes routes de communications, ayant un caractère tout à fait général, considérant ces routes comme des moyens de pénétration politique et d'intercommunication entre les différentes régions de la Colonie;

2° Les charges d'ordre humanitaire et scientifique dont le C. N. Ki a été chargé et dont il s'acquitte d'ailleurs déjà, seront confiées à un organisme à créer sous le nom de Fonds scientifique et social. Une contribution de la Colonie dans l'activité de ce Fonds pourra être examinée ultérieurement;

3° Des modifications ont été apportées aux limites du territoire du C. N. Ki dans un sens plus favorable aux intérêts de ce Comité.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, les colons précédemment établis dans cette région se sont inquiétés de l'augmentation du prix de la vie. Il faut attribuer en partie ce phénomène à l'activité qu'a apportée dans cette région l'action C. N. Ki, notamment dans le domaine de la construction de routes, chemins de fer et villes.

Il a été démontré que l'appel de main-d'œuvre qui en est résulté a été assez restreint comparativement à celle employée par les colons. Cet appel a été évalué à 10 %.

Néanmoins, le Gouvernement et le C. N. Ki se sont préoccupés d'améliorer la situation. Il a été créé un organisme de recrutement qui a pour mission de favoriser dans le Ruanda-Urundi les engagements de travailleurs pour certains travaux du C. N. Ki (routes, chemins de fer, villes, etc.).

Reeds werd een algemeen programma bestudeerd, maar ten aanzien van de onmogelijkheid de geneeskundige propaganda dadelijk op groote schaal te voeren, werd een beperkt programma uitgewerkt, hetwelk als een eerste etape van de grootsche taak, zonder verwijl kan uitgevoerd worden.

Dit programma behelst het uitzenden van bijzondere volledig toegeruste missies, die ter plaatse den noodigen tijd zullen verblijven om van Neder-Congo en Kasai, Ruanda-Urundi, Kivu en het Albert-Meer zeer gezonde streken te maken.

Tweede vraag.

Welke is de politiek van de Regeering ten opzichte van het Nationaal Comité van Kivu?

Antwoord. — Het C. N. Ki blijkt te zijn eene onderneming van algemeenen aard. De onderschrijvers hebben zich ongerust gemaakt over de lasten die hun worden opgelegd en over de ontvangsten die lange jaren tamelijk gering zullen zijn en de uitgaven niet kunnen vergoeden.

De Regeering is reeds opgetreden om den toestand beter aan te passen aan de inkomsten en om de lasten die op het C. N. Ki drukken te verlichten.

1° In zake van wegen. Bij eene strikte interpretatie van de bepalingen van het decreet heeft de Regeering op zich genomen het aanleggen van groote verkeerswegen met een volstrekt algemeen kenmerk, daar zij die wegen beschouwt als middelen tot politieke doordringing en van onderling verkeer tusschen de verschillende gebieden van de kolonie.

2° De lasten van menschevenden en wetenschappelijken aard die het C. N. Ki heeft op zich genomen en die het overigens reeds uitvoert, zullen toevertrouwd worden aan een op te richten organisme, onder den naam : Wetenschappelijk en Sociaal Fonds. Naderhand kan overwogen worden of de kolonie zal bijdragen voor de werking van dit fonds.

3° Wijzigingen werden gebracht aan de grenzen van het gebied van het C. N. Ki in een meer gunstigen zin voor dit comité.

Wat de arbeiders betreft, hebben de vroeger reeds in de streek gevestigde kolonisten zich ongerust gemaakt over de verhoogde levensduurte. Gedeeltelijk moet dit toegeschreven worden aan de werking in die streek van het C. N. Ki, inzonderheid op het gebied van het aanleggen van wegen, spoorwegen en steden.

Men heeft bewezen dat de oproep van arbeiders die daarvan het gevolg was, tamelijk beperkt was vergeleken bij deze van de andere kolonisten. Die oproep werd geschat op 10 t. h.

Nochtans hebben de Regeering en het C. N. Ki eene verbetering van den toestand overwogen. Er werd een wervingsorganisme opgericht dat voor taak heeft in Ruanda-Urundi de arbeidsverbintenissen aan te moedigen voor zekere werken van de C. N. Ki (wegen, spoorwegen, steden, enz.).

Troisième question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement concernant le problème de la main-d'œuvre et des *faits nouveaux* signalés par la réponse de M. Orts?

Réponse. — Ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le déclarer à la Chambre lors de l'interpellation de M. Vandervelde, le problème de la main-d'œuvre et de son recrutement n'a pas échappé à l'attention du Gouvernement.

Une enquête complète et minutieuse, portant sur la situation de la main-d'œuvre: besoins, ressources, traitement, procédés de recrutement, etc. est actuellement en cours et le rapport de la sous-commission, chargée du dépouillement de la documentation reçue à cet égard d'Afrique est sur le point d'être terminé.

Dès que cette Commission aura déposé ses conclusions, j'en saisirai la Commission de Protection des Indigènes, organisme créé par la Charte coloniale et dont la composition offre toutes les garanties désirables, et l'inviterai à recueillir sur place toutes les précisions désirables pour permettre au Gouvernement de prendre les décisions que la situation pourrait exiger.

Quatrième question.

De quelle façon le Gouvernement compte-t-il :

- 1° Combattre la crise commerciale;
- 2° Quelle est sa politique concernant les charges fiscales des sociétés coloniales?

Réponse. — 1° Les causes principales de la crise sont :

1. Pléthore de marchandises d'importation, due à l'optimisme général pendant la période d'engouement 1926-1928, et à l'accroissement du nombre d'entreprises commerciales : d'où immobilisation de capitaux, resserrement des crédits, ventes forcées, etc.

2. Multiplication d'entreprises commerciales en ces dernières années, dans les grands centres, particulièrement à Elisabethville.

3. Crise économique mondiale qui a provoqué l'effondrement des prix des matières premières comprenant aussi les produits d'exportation congolais.

L'Association des Intérêts coloniaux belges, à la demande du Ministre des Colonies, a transmis, en décembre 1929, les résultats d'une enquête sur les mesures à prendre pour remédier à la crise commerciale au Congo.

Le Gouvernement a donné suite à plusieurs des vœux émis à cette occasion. Des tempéraments ont été apportés à l'exécution des dispositions visant certaines charges sociales, et des mesures seront prises incessamment pour exonérer des droits d'entrée divers articles de couchage et d'habillement prévus par les

Derde vraag.

Welke zijn de bedoelingen van de Regeering ten aanzien van het arbeidsvraagstuk en van de *nieuwe feiten* in het licht geseld door de antwoord-brochure van den heer Orts?

Antwoord. — Zooals ik de eer had het te verklaren ter Kamer, ter gelegenheid van de interpellatie van den heer Vandervelde, ontsnapte het vraagstuk der arbeiders en van dezer aanwerving, niet aan de aandacht van de Regeering.

Een volledig en zorgvuldig onderzoek aangaande den toestand van de arbeidskracht : behoeften, middelen, behandeling, aanwervingsmethodes, enz., is thans aangevat en het verslag van de sub-commissie, gelast de documentatie te onderzoeken, dienaangaande uit Afrika ontvangen, is bijna voltooid.

Zoodra deze Commissie hare besluiten heeft ingediend, zal ik deze voorleggen aan de Commissie voor de bescherming der inboorlingen, ingesteld krachtens de Koloniale Keure en waarvan de samenstelling alle wenschelijke waarborgen biedt, en ik zal haar vragen ter plaatse alle wenschelijke bijzonderheden te verzamelen zoodat de Regeering de maatregelen, door den toestand gebeurlijk vereischt, zal kunnen nemen.

Vierde vraag.

Op welke wijze denkt de Regeering :

- 1° De handelscrisis te bestrijden;
- 2° Welke is hare politiek betreffende de fiskale lasten van de koloniale vennootschappen?

Antwoord. — 1° De voornaamste oorzaken van de crisis zijn :

1. Overvloed van invoerartikelen, veroorzaakt door het algemeen optimisme, gedurende de periode van overmoedige bedrijvigheid 1926-1928 en door de vermeerdering van het getal handelsbedrijven; daaruit ontstond : immobilisatie van kapitalen, beperking van het crediet, gedwongen verkoop, enz.

2. Vermeerdering van handelsbedrijven gedurende de laatste jaren, in de groote centra, voornamelijk te Elisabethville.

3. Economische wereldcrisis die de inzinking van den prijs der grondstoffen veroorzaakte met inbegrip van de grondstoffen uitgevoerd door Congo.

Op aanvraag van den Minister van Koloniën heeft de « Association des Intérêts coloniaux belges », in December 1929, de uitslagen overgemaakt van een onderzoek aangaande de maatregelen, te nemen om de handelscrisis in Congo te verhelpen.

De Regeering heeft gevolg gegeven aan onderscheidene wenschen, te dier gelegenheid tot uiting gebracht. De toepassing van sommige bepalingen, betrekking hebbende op zekere sociale lasten, werd reeds verzacht. Er zullen weldra ook maatregelen genomen worden om van invoerrechten vrij te stel-

règlements sur l'hygiène des travailleurs indigènes. Sont déjà exonérés des droits de sortie, pendant une période de deux ans, les produits végétaux et le sucre de canne; comme corollaire à cette mesure, les tarifs de transport des principaux produits d'exportation ont été abaissés.

D'autre part, en vue de favoriser la rationalisation des entreprises et la coordination des efforts, le droit proportionnel de 1,20 % sur le capital, perçu lors du dépôt des actes de fusion de sociétés au greffe des tribunaux au Congo, est supprimé pour une période de cinq ans. Il en est de même du droit de mutation de 4 %.

2° La politique du Gouvernement, en ce qui concerne les charges fiscales des sociétés coloniales, tend à un allègement des charges douanières par la suppression totale ou partielle des droits de sortie et la réduction de certains droits d'entrée. D'autre part, comme il faut récupérer, par une autre voie, la régression des recettes qui en sera la conséquence, le Gouvernement de la Colonie envisage des modifications, au sujet desquelles il ne lui est pas possible de se prononcer actuellement, attendu qu'au préalable un accord devrait intervenir avec le Ministre des Finances et le Gouvernement local au Congo.

La question, dans son ensemble, est actuellement à l'étude.

Cinquième question.

Le Gouvernement a-t-il pris les mesures nécessaires afin d'éviter éventuellement des troubles dans les fortes agglomérations d'ouvriers indigènes? Ne craint-il pas que la présence d'éléments subversifs ne puisse provoquer des incidents du genre de ceux qui se sont produits à Brazzaville?

Réponse. — L'importance du mouvement d'effervescence qui s'est produit à Brazzaville dans les premiers jours d'avril a été considérablement grossi.

Un télégramme que le Département a reçu le 8 avril du Gouverneur Général de la Colonie s'exprime comme suit :

« Pour parer à toute information de presse inexacte ou exagérée, je vous signale incidents du 3 avril à Brazzaville à l'occasion jugement faux mutualistes escrocs noirs semblent pas avoir eu caractère émeute mais manifestation partie population noire massée devant tribunal et dont causes encore mal définies. Policeman et soldats essayant disperser foule bagarres suivirent au cours desquelles certains indigènes blessés coups crosses et bâtons. Ordre entièrement rétabli une heure plus tard stop. Aucune répression Léopoldville. — Duchesne. »

Il n'y a aucune raison de craindre que la sécurité soit menacée au Congo belge.

len, onderscheidene slaapbenodigdheden en kledingartikelen, voorzien door de reglementen op de hygiëne der inlandsche arbeiders. Worden reeds vrijgesteld van uitvoerrechten, gedurende een periode van twee jaar : de plantaardige producten en het suikerriet; als gevolg van dezen maatregel werden de tarieven voor het vervoer van de voornaamste uitvoerartikelen, verlaagd.

Teneinde anderzijds de rationalisatie der bedrijven te begunstigen en de inrichting en bedrijvigheid er van te ordenen, wordt het evenredig recht van 1,20 t. h. op het kapitaal, geïnd bij het neerleggen van de akten tot fusie van vennootschappen, bij de griffie van de rechtbanken in Congo, opgeheven voor een duur van vijf jaren. Hetzelfde geldt voor het mutatie-recht van 4 t. h.

2° De politiek van de Regeering, wat betreft de fiscale lasten van de koloniale vennootschappen, streeft naar een verlichting van de tolrechten door de geheele of gedeeltelijke opheffing van de uitvoerrechten en de vermindering van sommige invoerrechten.

Anderzijds, aangezien men op eene andere wijze de vermindering van de ontvangsten die daarvan het gevolg zal wezen, moet vergoeden, is de Regeering der Kolonie zinnens wijzigingen in te voeren waarover zij zich thans nog niet kan uitspreken, omdat een voorafgaande overeenkomst zou moeten getroffen worden met het Ministerie van Financiën en de plaatselijke Regeering in Congo.

Het geheele vraagstuk ligt thans ter studie.

Vijfde vraag.

Heeft de Regeering de noodige maatregelen genomen om eventuele beroeringen in de groote agglomeraties van inlandsche arbeiders te voorkomen? Vreest zij niet dat de aanwezigheid van kwade elementen incidenten kan uitlokken in den aard van deze welke zich te Brazzaville hebben voorgedaan?

Antwoord. — Men heeft den omvang van de beroering die zich te Brazzaville heeft voorgedaan in de laatste dagen van April, buitengewoon overdreven.

Een telegram, dat het Departement op 8 April ontving van den Gouverneur generaal, luidde :

« Om alle onjuiste of overdrevene persstijdingen te voorkomen, meld ik u dat de incidenten van 3 April te Brazzaville, naar aanleiding van de veroordeeling der valsche mutualisten, zwarte afzetteren, niet het kenmerk schijnen gehad te hebben van oproer, maar wel van eene manifestatie van een deel der zwarte bevolking voor de rechtbank samengeschoold en waarvan de oorzaken nog slecht gekend zijn. Politie en soldaten trachtten de menigte uiteen te drijven, daarop volgden botsingen waarbij eenige inboorlingen werden gekwetst door geweerkolven en stokken. Een uur daarna was de orde geheel hersteld. Geen terugslag op Leopoldstad. — Duchesne. »

Er is geen reden om te vrezen dat de veiligheid in Belgisch Congo zou bedreigd zijn.

Au demeurant, dans les centres urbains, où réside la plus grande partie de la population ouvrière au service des établissements industriels, le Gouvernement dispose de polices administratives commandées par des agents européens. En outre, les autorités de la Colonie, en cas de troubles, peuvent faire appel aux éléments de la Force publique en service territorial et, éventuellement, aux troupes campées. Enfin, les corps de volontaires européens organisés par l'ordonnance du Gouverneur Général du 19 octobre 1926 sont en voie de formation.

Grâce à ces mesures, le Gouvernement croit pouvoir être à même de mettre rapidement fin aux désordres qui pourraient éclater dans les centres indiqués.

Sixième question.

Des membres ont également demandé si le Gouvernement était opposé en principe à l'envoi de Commissions d'enquête à la Colonie.

Réponse. — La réponse faite à la troisième question de la Commission indique que le Gouvernement n'estime pas nécessaire ni opportun l'envoi d'une Commission d'enquête dans la Colonie.

Il estime que la Commission de protection des indigènes est toute indiquée pour étudier les problèmes de la main-d'œuvre et du recrutement sous leurs divers aspects et lui faire les suggestions utiles.

Question n° 7 posée par M. le Député Piérard à M. le Ministre des Colonies.

Nous croyons savoir qu'à plusieurs reprises, des pays comme la France ou l'Angleterre ont envoyé dans leurs Colonies des missions parlementaires aux fins d'enquête.

Nous voudrions savoir s'il est entendu, en principe, qu'en Belgique les parlementaires, et spécialement ceux qui sont membres de la Commission des Colonies, seront exclus des Commissions qui, éventuellement, seront envoyées au Congo, pour enquêter sur la question de la main-d'œuvre ou la situation générale de la Colonie.

Quel est le sentiment du Gouvernement?

Quel est celui de la Commission des Colonies sur cette question de principe?

Réponse. — M. le Ministre des Colonies a longuement exposé lors de l'interpellation récente les motifs pour lesquels il estime qu'il n'y a pas lieu d'envoyer actuellement une Commission chargée d'enquêter sur le recrutement de la main-d'œuvre indigène; il a notamment exposé, à cette occasion, que pareille enquête est permanente et que la Commission pour la protection des indigènes, créée par la Charte coloniale et composée de personnalités qui séjournent dans la Colonie et la connaissent à fond, la conduira beaucoup mieux que tout autre organisme.

In de stedelijke centra waar het grootste deel der arbeidersbevolking in dienst van de nijverheidsinrichtingen verblijft, beschikt de Regeering trouwens over bestuurspolitie die aangevoerd wordt door Europeesche oversten. Bovendien kunnen de overheden der Kolonie, als er onlusten uitbreken, beroep doen op de Openbare Macht in territorialen dienst en, desgevallend, op de gekampeerde troepen. Ten slotte zijn de korpsen van Europeesche vrijwilligers, opgericht bij ordonnantie van den Gouverneur-generaal d.d. 19 Oktober 1926, in vorming.

Dank zij deze maatregelen meent de Regeering in staat te zijn om mogelijke onlusten in bedoeld centra spoedig te beteugelen.

Zesde vraag.

Leden hebben gevraagd of de Regeering in beginsel gekant was tegen het zenden van Onderzoekscommissies naar de Kolonie.

Antwoord. — Uit het antwoord op de derde vraag van de Commissie blijkt, dat de Regeering het noodig noch passend vindt een onderzoekscommissie naar de kolonie te zenden.

Zij is van meening, dat de Commissie tot bescherming der inboorlingen ganssch aangewezen is om de vraagstukken van de werkkrachten en van de werving van alle zijden te onderzoeken en haar dan van advies te dienen.

Vraag n° 7 gesteld door het Kamerlid, den heer Piérard, aan den Minister van Koloniën.

Wij meenen te weten, dat landen als Frankrijk of Engeland herhaaldelijk parlementaire onderzoekscommissies naar hun Koloniën gezonden hebben.

Wij zouden gaarne weten of, in beginsel, in België de parlementairen en voornamelijk dezen, die lid van de Commissie van Koloniën zijn, uit de Commissies zouden uitgesloten worden, welke naar Congo mochten gezonden worden ten einde een onderzoek in te stellen over het arbeidsvraagstuk of den algemeenen toestand der Kolonie.

Welke is de meening van de Regeering?

Welke is deze van de Commissie van Koloniën over deze beginselkwestie?

Antwoord. — Naar aanleiding van de jongste interpellatie heeft de Minister van Koloniën breedvoerig uiteengezet om welke redenen hij van meening is, dat er thans geen aanleiding bestaat om een Commissie te zenden ten einde een onderzoek in te stellen over de werving van inlandsche arbeiders. Hij heeft er, bij deze gelegenheid, op gewezen, dat dit onderzoek bestendig geschiedt en dat de Commissie tot bescherming der inboorlingen, door de Koloniale Keure in 't leven geroepen en samengesteld uit personen die in de Kolonie gevestigd zijn en de zaak grondig kennen, beter dan welk organisme ook, dit onderzoek zal kunnen leiden.

*Questions 8 et 9 posées par M. le Député Renkin
à M. le Ministre des Colonies.*

Huitième question.

Quand seront publiés les comptes des exercices écoulés depuis 1916, un tel retard dans les comptes est inadmissible.

Réponse. — La Cour des Comptes a publié dans ses cahiers d'observations soumises à la législature, les comptes généraux de la Colonie pour les années 1908 à 1923 ainsi que les comptes définitifs des Budgets pour les exercices 1908 à 1917.

Le compte général de 1924 est soumis actuellement à la Cour des Comptes et sera publié dans le prochain cahier d'observations. Ce compte général comprend les comptes définitifs des exercices 1918 à 1922 qui n'ont pu être établis plus tôt, les Chambres ayant prorogé les délais d'ordonnancement des dépenses et du recouvrement des recettes.

Les résultats sont connus depuis la fin de l'année 1929.

Les projets de loi nécessaires seront déposés au cours de la première session des Chambres.

Neuvième question.

Je désire savoir comment le Gouvernement compte faire face à la charge des garanties et intérêts qui jusqu'ici ne figurent au Budget que pour mémoire, mais qui bientôt augmenteront singulièrement les dépenses.

Réponse. — La Colonie n'est appelée à décaisser des sommes pour les garanties d'intérêts qu'elle a accordées à des sociétés exploitant au Congo belge, que lorsque les résultats d'exploitation de ces sociétés ne leur permettent pas de faire face aux charges financières qu'elles ont contractées et qui sont intégrées dans le calcul des tarifs de transport.

La plupart des anciennes lignes de chemins de fer et de navigation supportent donc elle-même leurs charges financières et celles pour lesquelles la Colonie doit intervenir ont permis l'investissement de capitaux à un taux d'intérêt très modéré, taux que la Colonie n'aurait pu obtenir si elle avait dû emprunter pour construire elle-même les lignes.

Pour certaines nouvelles lignes de chemins de fer, les arrangements financiers pris permettent d'incorporer dans les frais de construction, la charge des intérêts des capitaux pendant les cinq premières années de la construction des lignes; ce n'est donc qu'à partir de leur exploitation que la garantie peut pratiquement jouer.

De toutes façons, la Colonie n'a donc pas à craindre de devoir faire face à la charge de l'intérêt de l'ensemble des capitaux garantis.

*Vragen 8 en 9 door het Kamerlid, den heer Renkin,
gericht tot den Minister van Koloniën.*

Achste vraag.

Wanneer zullen de rekeningen over de sedert 1916 verlopen dienstjaren bekend gemaakt worden? Dergelijke vertraging is niet aan te nemen.

Antwoord. — Het Rekenhof heeft in zijn « Boek van opmerkingen voor de Wetgeving » de algemeene rekeningen der kolonie voor de jaren 1908 tot 1923 bekend gemaakt, alsmede de definitieve rekeningen voor de dienstjaren 1908 tot 1917.

De algemeene rekening van 1924 is thans aan het Rekenhof voorgelegd en zal in het eerstkomend boek van opmerkingen bekend gemaakt worden. Deze algemeene rekening bevat de definitieve rekeningen der dienstjaren 1918 tot 1922, die niet eerder konden opgemaakt worden, daar de Kamers de ordonnantie-termijnen der uitgaven en der inning van de ontvangsten hebben verlengd.

De uitslagen zijn gekend vanaf einde 1929.

De vereischte wetsontwerpen zullen neergelegd worden tijdens den eerstkomenden zitting der Kamers.

Negende vraag.

Ik zou gaarne weten hoe de Regeering denkt het hoofd te kunnen bieden aan den last van de waarborgen en interesten, welke tot nu toe voor memorie in de Begroeting vermeld worden, maar waardoor eerlang de uitgaven niet weinig zullen verzwaaard worden.

Antwoord. — De Kolonie moet alleen bijspringen voor het garandeeren van interesten, welke zij verleend heeft aan vennootschappen die in Belgisch-Congo een exploitatie hebben, wanneer de uitslagen van de exploitatie deze maatschappijen niet in staat stellen het hoofd te bieden aan financiële lasten, welke zij op op zich genomen hebben en welke ingevoegd worden in de berekening van de vervoertarieven.

Meestal de oude spoorweg- en scheepvaartlijnen dragen dus zelf hun financiële lasten, en deze waarvoor de Kolonie haar tusschenkomst heeft verleend, hebben de belegging toegelaten van kapitalen tegen zeer gematigden interest, welke de Kolonie niet had kunnen verkrijgen indien zij zelf had moeten ontleenen om deze lijnen aan te leggen.

Voor sommige nieuwe spoorweglijnen laten de financiële overeenkomsten toe in de aanlegkosten gedurende de eerste vijf jaren van den aanleg der lijnen den last op te nemen van den interest der kapitalen. Bijgevolg is het slechts te beginnen met de exploitatie, dat de waarborg practisch in werking treedt.

Wat er ook van zij, de Kolonie moet dus niet vrezen het hoofd te moeten bieden aan den last van den interest van al de gewaarborgde kapitalen.

Par le système des garanties, la Colonie a pu éviter de charger trop lourdement les Budgets des années pendant lesquelles les constructions s'effectuent.

Elle est fondée à espérer que l'exploitation de ces lignes amènera un trafic de richesses beaucoup plus important qu'actuellement, trafic qui assurera aux populations indigènes une plus grande richesse et une plus-value générale des voies et moyens du Budget colonial.

Dès à présent, les ressources générales du Budget font face au paiement des garanties qui sont appelées à jouer.

Rien ne permet de croire qu'il n'en sera pas ainsi dans l'avenir si l'on tient compte que la Colonie peut légitimement espérer de fortes plus-values de ressources provenant de l'augmentation du volume des affaires traitées dans la Colonie.

Dank zij het stelsel der waarborgen heeft de Kolonie kunnen voorkomen, dat de Begrotingen van de jaren in den loop waarvan de werken uitgevoerd worden, te zwaar belast worden.

Zij heeft alle reden om te hopen, dat de exploitatie van deze lijnen een vervoer van goederen zal doen ontstaan veruit gewichtiger dan thans. Dit vervoer zal bijdragen tot grooter welvaart van de inlandsche bevolking en tot de verhooging van de middelen der Koloniale Begroting.

Van stonden aan volstaan de algemeene inkomsten der Begroting voor de betaling van de waarborgen, welke in werking moeten treden.

Niets wijst er op, dat dit ook in de toekomst het geval niet zijn zal, als men nagaat dat de Kolonie gerechtigd is te hopen op een aanzienlijke meerwaarde van de inkomsten voortvloeiende uit den grooten omzet van de zaken, welke in de Kolonie afgehandeld worden.